



Communiqué

Personnels résilients, mais jusqu'à quand et à quel prix ?

Depuis le mois de mars et le premier confinement, l'école de la République a été ébranlée. Avec elle, ce sont les conditions de travail d'un million d'agents qui ont été bouleversées. Aujourd'hui, huit mois après le début de la pandémie, l'horizon est encore bouché et les perspectives d'amélioration rapide de la situation sont minces.

Les personnels sont souvent épuisés. Les protocoles sanitaires, plus ou moins renforcés, sollicitent toujours les agents de service de manière plus intense qu'en fonctionnement normal. Les AESH sont au plus près des élèves qu'ils accompagnent et il leur est impossible de maintenir la distance minimum recommandée par les protocoles générant ainsi beaucoup d'angoisse. Les services de vie scolaire sont souvent débordés à cause des absences plus nombreuses qu'habituellement et ils sont à la peine pour faire respecter le non brassage des élèves, la distanciation et les gestes barrières. Le port du masque, même s'il est nécessaire, est éprouvant, la voix fatigue et l'inconfort est grand particulièrement pour les enseignants. Plus globalement, le manque d'anticipation, le manque de stabilité dans les organisations du travail provoque une fatigue physique et psychologique importante, y compris au sein des personnels de direction.

« Être au contact » de la jeunesse et participer à la formation des futurs citoyens est l'une des principales raisons poussant à devenir enseignant. Cet aspect du métier s'estompe grandement avec la pandémie et, plutôt que le « contact », il faut désormais mettre de la distance. Le distanciel sur une longue période est particulièrement cruel pour eux car ils ne peuvent aider que d'une manière très limitée les plus en difficultés, ceux qui n'évoluent pas dans un contexte familial favorable. Comment donner sa chance à chacun dans ces conditions ? Cette impuissance de fait est un véritable traumatisme pour beaucoup et une perte de sens pour tous. De la même manière, les projets et les sorties scolaires, véritables respirations pédagogiques, utiles pour tisser les savoirs et donner du sens sont annulées et c'est un véritable crève cœur pour ceux qui les portent.

La convivialité disparaît entre collègues, les salles des profs sont parfois fantomatiques. Pire, des tensions apparaissent entre collègues. D'un côté ceux qui angoissent et sont plutôt dans l'inquiétude, d'un autre ceux qui ont le sentiment de trop en faire. Souvenons nous des sourires disparus derrière nos masques, des expressions du visage qui en disaient plus que de long discours.

Si nous rajoutons à cela, un ministre de mauvaise foi depuis le début, isolé dans sa tour d'ivoire, nous pouvons aisément comprendre la lassitude et la colère sourde qui nous envahissent. « Nous sommes prêts », « nous avons prévus toutes les éventualités »... alors que, par exemple, c'est sous la pression des usagers (particulièrement des chefs d'établissements) qu'il a été contraint d'accepter le passage massif en demi groupe au lycée après la rentrée des vacances de la Toussaint. Que dire du comptage farfelu des cas dans les écoles (inférieur au comptage des ARS) ? Que faire quand, chaque jour, nous constatons dans tous les établissements scolaires qu'il est impossible de faire respecter la distanciation physique entre les élèves ? De toute manière, il n'y a eu aucune concertation avec les représentants du personnel ou des usagers pendant toute cette période.

Les annonces récentes du ministre d'une revalorisation n'y changeront rien. Nous travaillons avec notre matériel informatique depuis toujours, sans compensation financière. Qui peut croire que 150€ par an suffisent pour acheter un ordinateur, des logiciels, une imprimante, des consommables, pour payer partiellement une connexion internet ? Les annonces d'augmentations sont également très limitées (deux enseignants sur trois ne sont pas concernés) et sans rapport avec le retard accumulé dans ce domaine.

Si la possibilité d'un futur vaccin est une lueur d'espoir, la résilience des personnels n'est pas infinie et nous pouvons légitimement nous en inquiéter.

Choisy-le-Roi, le 26 novembre 2020